

Puis en juin dernier, le gouvernement essaya de combattre l'inflation d'une autre manière. Le ministre des Finances nous informa que le gouvernement visait à ralentir la construction au cours des deux prochaines années dans les trois provinces les plus prospères, l'Ontario, l'Alberta et la Colombie-Britannique, en refusant l'amortissement de 5 p. 100 aux entrepreneurs, afin de les inciter à ne pas construire durant cette période. Le gouvernement a oublié de tenir compte d'un facteur important. Les constructeurs savaient très bien que les prix de revient de la construction au Canada augmentaient à raison de 12 p. 100 par an. Après avoir fait un calcul très simple, ils savaient que s'ils retardaient la construction pendant deux ans, il leur en coûterait alors 24 p. 100 de plus pour ériger le même immeuble. Ils ont conclu qu'il n'avait rien à gagner à laisser leurs coûts monter de 25 p. 100 pour économiser 5 p. 100 par année pendant deux ans. Les entrepreneurs se sont simplement moqués du gouvernement et ont poursuivi leur activité. Ce programme s'est avéré tout à fait inutile.

L'autre programme annoncé en juin dernier par le ministre des Finances a été également inefficace. Le soir où il a présenté son budget, il nous a dit que les réductions tarifaires prévues par la négociation Kennedy et dont la mise en vigueur progressive était prévue sur une période de trois ans, seraient applicables le soir même. D'après lui, l'abaissement des droits de douanes sur un grand nombre d'articles devait stimuler la concurrence au Canada et diminuer le prix des marchandises, freinant ainsi l'augmentation du coût de la vie et l'escalade de l'inflation.

Une fois encore, le gouvernement avait oublié un facteur très important. Il n'avait prévu aucun moyen pour obliger les importateurs à faire bénéficier le consommateur des économies découlant de la suppression des tarifs. Les importateurs ont donc agi exactement comme les constructeurs. Ils se sont simplement moqués du gouvernement. Ils n'ont pas répercuté sur d'autres les réductions tarifaires; loin de fléchir, les prix ont poursuivi leur montée à un rythme accéléré. Tous les importateurs, comme les gens du bâtiment, ont, là encore, ri du cabinet.

• (4.20 p.m.)

Comment expliquer que le cabinet rédige un budget dont l'une des dispositions est vouée à l'échec, ce que lui aurait dit n'importe quel homme d'affaires s'il avait été consulté. Par ce budget, le gouvernement s'est lui-même couvert de ridicule. Il a perdu le respect du monde canadien des affaires; en

effet, lorsqu'on parle aux hommes d'affaires de ce gouvernement, cela les fait jurer ou rire. Dans les deux cas, c'est un signe que le gouvernement ne sait inspirer le respect que lui doivent les citoyens. Les hommes d'affaires savent fort bien que ce gouvernement n'a pas le sens des affaires. On peut se demander pourquoi le gouvernement passe un budget renfermant des mesures destinées à combattre l'inflation et qui se révéleront futiles. Monsieur l'Orateur, le fait est que ce gouvernement est dirigé par un quatuor qui ne s'y connaît pas, mais pas du tout, en affaires.

Ces quatre hommes sont le premier ministre (M. Trudeau), le secrétaire d'État (M. Pelletier), le ministre de l'Expansion économique régionale (M. Marchand) et le ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Pepin). Ce sont des gens de bonne compagnie et dont la conversation est agréable. Je suis sûr qu'ils sont très capables dans le domaine qui est le leur et qu'ils étaient effectivement très capables avant d'entrer dans le gouvernement. Trois d'entre eux étaient professeurs et le quatrième était un dirigeant syndical. Je ne doute pas que, dans leur spécialité, ils s'acquittaient de leur tâche d'une façon tout à fait admirable. Mais ils n'ont aucune idée du rudiment des affaires. Ce sont ces gens-là qui déterminent ce que le gouvernement doit faire et ne pas faire. Les choses ne se passent pas selon la règle officielle. Nous avons affaire ici à ce genre de concertation qui, dans tout gouvernement, a lieu au sein d'un groupe comprenant généralement cinq, six ou sept personnes qui détiennent les leviers de commande. Ce sont ces gens-là qui décident d'une manière réfléchie, de l'orientation de la politique gouvernementale. Ça ne se passe pas selon la procédure officielle. C'est la pratique suivie au sein de n'importe quel gouvernement.

Les quatre dirigeants du gouvernement actuel ne sont pas des hommes d'affaires. Ils ne comprennent pas les pratiques utilisées en affaires. Ils ont pris une approche peu pratique en ce qui concerne la conduite des affaires du pays. De nos jours, un gouvernement doit s'occuper surtout de questions économiques; et pourtant, celles-ci sont traitées par des hommes qui ne comprennent ni les affaires ni leur mécanisme. C'est pourquoi le pays est dans une situation très grave. C'est ce qui a inspiré au député de Trinity (M. Hellyer) premier ministre suppléant d'alors et homme expérimenté, vieux routier de plusieurs gouvernements, de remettre son portefeuille et de devenir simple député. Il ne pouvait encaisser les méthodes peu pratiques qu'emploie le gouvernement. Alors, il s'est